

DISCOURS DE MONSIEUR GABRIEL ATTAL, PRÉSIDENT DU GROUPE ENSEMBLE POUR LA
RÉPUBLIQUE

RÉPONSE À LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE MONSIEUR FRANÇOIS BAYROU,
PREMIER MINISTRE

ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 14 JANVIER 2025

- *Seul le prononcé fait foi* -

Madame la Présidente, Monsieur le Premier
ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les députés, chers collègues,

Que retiendront les Français ?

Que retiendront les Français de ces derniers mois, où il aura été demandé aux responsables
politiques de sortir de leurs postures, pour agir, pour travailler, pour avancer ?

Que retiendront les Français de cette période singulière, où au lieu de s'opposer matin, midi
et soir, la politique française pourrait enfin s'élever à la hauteur du moment ?

Que retiendront les Français de cette période inédite où toutes nos certitudes ont été
remises en question ?

L'avenir le dira.

Mais si j'ai aujourd'hui une certitude, c'est la suivante. Oui, les Français nous le disent et
nous le répètent : la politique est un champ de ruines.

Je l'ai déjà dit ici, à cette tribune : je crois que le bilan de ces derniers mois n'est pas à l'avantage du jeu politique et de ceux qui l'alimentent.

Je ne reviendrai pas sur les causes de tout cela, causes qui mériteraient d'ailleurs que chacun d'entre nous fasse son introspection.

Mais en politique, rien n'est jamais définitif.

Rien n'est jamais impossible, pour peu qu'on ait envie d'y croire et qu'on soit sincères.

Et donc je le dis comme je le pense : nous avons, en ces temps incertains, une occasion historique, celle de nous hisser à la hauteur de l'instant et d'agir dans l'intérêt du pays.

Quel est, aujourd'hui, chers collègues, l'intérêt du pays ?

Plus encore aujourd'hui qu'hier, l'intérêt du pays, c'est la stabilité. Non comme un fantasme, non comme un concept vide, non comme une obsession, mais parce que la stabilité, c'est l'assurance-vie de la France.

Sans elle, rien ne tient. Ni notre économie, ni nos institutions, ni l'avenir que nous voulons construire pour notre pays.

La France n'a été forte que lorsque la stabilité lui ont permis d'accomplir son destin, qui est grand, tellement grand.

La France a été forte au sortir de la seconde guerre mondiale, lorsque l'union nationale a permis de relancer et de rebâtir un pays miné, traumatisé, défiguré par la Guerre.

La France a été forte avec le Général de Gaulle, bâtisseur en chef d'une France moderne et puissante, et qui a inventé la V^o République pour nous débarrasser du chaos de l'instabilité.

La France a été forte lorsqu'elle a vécu des traumatismes – nous commémorons cette année les 10 ans de Charlie Hebdo et des attentats de 2015 – et malgré ce séisme, et malgré les coups de boutoir de l'islamisme, nos institutions ont tenu, notre peuple a tenu, notre pays a tenu.

Et je veux redire ici que le combat contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, qui est un combat pour les valeurs de la République, pour l'universalisme, est un combat qui doit continuer à nous rassembler le plus largement possible.

Oui, la France est forte quand elle est stable.

Redonner à la France sa force, voilà l'objectif qu'avec mon groupe, nous poursuivons inlassablement depuis 2017.

Et notre conviction, c'est que c'est par le travail, avec le travail, que nous y parviendrons.

Oui, mes chers collègues,

Valoriser le travail. Toujours et partout. Voilà sans doute l'une des différences fondamentales que nous avons sur nos bancs entre nos groupes : nous pensons que c'est avec plus de travail, plus d'activité, plus d'emplois, que nous nous en sortirons.

Pas avec le droit à la paresse, pas avec une réduction de la quantité de travail, pas avec la retraite à 60 ans.

Oui, la valeur travail est devenue une ligne de frontière de la politique française.

Et nous assumons, avec ma famille politique, de la défendre vraiment.

Face à l'extrême droite, qui s'oppose à tout ce qui permet de travailler plus. Avec la plus absolue des constances.

La réforme de l'assurance chômage ? L'extrême droite s'y est opposée.

La réforme des retraites ? L'extrême droite n'a qu'une obsession : la mettre à terre !

La création de 15h d'activité pour les bénéficiaires du RSA ? Pour l'extrême droite, c'est non !

Et tant pis si la moitié de ses bénéficiaires a pu trouver un emploi grâce à cet accompagnement ! Les mesures de soutien à nos entreprises, de baisse de la fiscalité pour rendre nos entreprises plus compétitives ? L'extrême droite a voté systématiquement contre !

Avec une certaine constance, le Rassemblement national s'est systématiquement opposé à tout ce qui permet de valoriser le travail, et de sortir des dizaines de milliers de Français du chômage et de la précarité ! Mais cela, ils ne vont jamais aller le dire aux Français de classe moyenne, qui triment et qui n'ont que leur travail pour s'en sortir !

Et je veux aussi dire à la gauche : les Français ne comprennent plus. Car le « travailler plus », c'est aussi l'héritage de la gauche !

Oui, réformer les retraites, c'est aussi l'héritage de la gauche ! Car en 2013, cette gauche réaliste, cette gauche moderne, cette gauche qui ne craignait pas le travail, cette gauche-là, avec Marisol Touraine, elle a réformé les retraites en sachant qu'il n'y a pas d'alternative au fait de travailler plus.

Alors puisque nous parlons de travail et de retraites, j'ai bien entendu, Monsieur le Premier ministre, vos mots sur la réforme des retraites.

Je veux saluer sincèrement la position courageuse qui est la vôtre. C'est cela, le compromis : être capable de s'entendre malgré les différences.

La réforme des retraites, notre groupe l'a portée courageusement, alors même que c'était difficile, alors même que c'était impopulaire, et même très impopulaire.

Et je veux rendre hommage aux députés de mon groupe, mais aussi à tous ceux qui, dans cet hémicycle, l'ont soutenue.

Ou encore à tous ceux qui, sans l'avoir soutenue hier, préférant à l'époque contraindre le Gouvernement à utiliser l'article 49-3 et votant la motion de censure, ont aujourd'hui fait le choix de la soutenir, avec une certaine ardeur qui ne peut que nous réjouir.

C'était impopulaire, c'était difficile, et pourtant, pourtant, nous l'avons fait.

Pourquoi ?

Parce que les chiffres sont têtus. Les retraites, avant d'être une question politique, c'est une simple question mathématique : de plus en plus de retraites à financer, de plus en plus de déficits à rattraper et une population active qui a cessé de croître.

Certains disent que si nous ne faisons rien, nos retraites ne pourront plus être financées dans quelques années.

Mais nos retraites ne sont déjà plus financées aujourd'hui ! Elles le sont en large partie par la dette ! Les pensions de nos retraités ne sont pas seulement financées par les cotisations de ceux qui travaillent. Elles le sont aussi par une dette contractée sur chaque enfant qui naît aujourd'hui en France. Qui peut accepter cette situation au nom d'une prétendue égalité entre les citoyens ?

La réforme de 2023 est là. Elle est en vigueur. Elle correspond à une logique que je viens d'énoncer : plus de travail, et moins de déficits.

Mais en même temps que je défends cette réforme, qui était vitale, je sais aussi dire que oui, toute réforme est par nature perfectible.

Je sais qu'en politique, les certitudes sont des prisons.

Et donc, Monsieur le Premier ministre, nous participerons évidemment à un travail sur l'amélioration de cette réforme. Nous saluons votre sens des responsabilités et du dialogue.

Et nous aussi, nous sommes ouverts à la discussion :

Si des améliorations sont possibles, notamment pour les carrières longues, les carrières hachées ou la retraite des femmes : nous les soutiendrons.

Mais à ceux sur ces bancs, qui veulent purement et simplement l'abroger, ou la suspendre sans alternative crédible immédiate, et donc sans se soucier des répercussions d'un tel scénario, je leur dis : nous ne sommes pas, dans ma famille politique, des adeptes du saut en parachute, surtout lorsqu'il n'y a pas de parachute.

Notre pays ne peut tout simplement pas se le permettre.

Tout cela, je le sais, peut porter à confusion pour les Français qui voient défiler des mots – suspension, abrogation, annulation – dont personne ne sait vraiment à quoi ils correspondent.

Et donc nous, nous essayons d'être clairs.

Être clair, c'est d'abord essayer d'éviter de polluer le débat public. Nous avons fait le choix, avec les députés Ensemble pour la République, de privilégier l'efficacité au sensationnalisme, la discussion sincère à la politique spectacle.

Voilà pourquoi nous n'avons pas, nous, ces derniers jours, matin, midi et soir, campé sur les plateaux de télévision pour multiplier les oukases, les lignes rouges, les menaces, avant même que le Premier ministre ne se soit exprimé.

Être clair, c'est être responsable. Alors nous faisons le choix d'être responsables politiquement, et d'être responsables économiquement.

Être responsable économiquement, c'est avoir le courage de dire qu'on ne peut pas se permettre d'abroger, ou même de suspendre sans alternative cette réforme – nous n'en avons tout simplement pas les moyens.

Être responsable politiquement, c'est avoir le courage de dire qu'aucune réforme n'est parfaite, et c'est donc accepter de discuter et de faire des compromis pour améliorer cette réforme.

La clarté, c'est aussi dire la vérité aux Français. Il faut leur dire que c'est par le travail, et par le rétablissement de nos comptes, que nous redeviendrons le pays le plus prospère d'Europe, ce qui doit être notre objectif absolu.

Ce n'est que par le travail et que par le rétablissement de nos comptes, que nous amplifierons la réindustrialisation, la baisse du chômage, la croissance de l'activité, qui étaient enfin revenus au cœur du modèle français avant que l'instabilité et l'incertitude ne viennent menacer ces acquis.

Dire la vérité aux Français, c'est aussi leur dire qu'il n'existe pas d'alternative au fait de travailler davantage. Ou plutôt si, il existe deux alternatives : baisser les retraites, ou augmenter les cotisations. Dans les deux cas, c'est le pouvoir d'achat des Français qui trinquera.

Et donc, ceux qui, à gauche ou à l'extrême droite, veulent en finir avec cette réforme doivent avoir le courage de dire aux Français que cela se traduira par plus d'impôts, ou par moins de retraites versées à nos aînés.

La clarté, c'est aussi dire une chose fondamentale : nous devons aller de l'avant.

Nous devons agir avec méthode. Agir avec méthode, cela veut dire : sauver ce qu'il y a à sauver, à savoir notre budget et notre système

de protection sociale. Et aller de l'avant sur quelques chantiers vitaux pour les Français.

Alors je le dis avec humilité mais avec sincérité : chers collègues, ne perdons pas de temps à discuter d'abroger ou suspendre sans alternative, des réformes vitales pour le pays. Car à la fin, ce sont les urgences des Français que nous laisserions de côté.

Ne perdons pas de temps pour nos agriculteurs, qui, il y a 1 an pile, se rejoignaient sur les barrages, sur les autoroutes, pour manifester leur mal-être et leur impatience.

Voilà un an, nous avons pris des engagements.

Une grande partie d'entre eux ont été tenus – ils pouvaient l'être par décret –, les autres doivent l'être à la fois dans le budget, et dans la loi agricole que nous avons faite voter à l'Assemblée nationale.

La dissolution, puis la censure ont fait perdre un temps précieux, vital à nos agriculteurs. Alors nous le disons solennellement : reprenons au plus vite la loi agricole, et je sais tout le travail que vous accomplissez Madame la Ministre, car dans les corps de fermes, les agriculteurs ne peuvent plus attendre.

Ne perdons pas de temps pour nos concitoyens qui n'en peuvent plus de l'insécurité et de l'impunité. Voilà 18 mois, des émeutes ont traumatisé les Français tant par la violence des images, que par la jeunesse des délinquants d'alors.

Un mineur reste un mineur et doit être jugé comme tel. Mais il y a urgence à être plus ferme, plus sévère, plus dur avec ceux qui ne respectent plus rien ni personne.

J'assume de le dire : un agresseur récidiviste de 16 ou 17 ans, doit être jugé et sanctionné immédiatement, comme celui de 18 ans. Et pas un an plus tard !

Je sais que le Garde des Sceaux partage ce combat, et je vous remercie, Monsieur le Premier ministre, d'avoir annoncé que vous le repreniez.

Ne perdons pas de temps pour la simplification ! Ne perdons pas de temps pour la réforme de l'Etat, qui a besoin de courage politique et d'économies de structure. Je veux rendre hommage à notre collègue Guillaume Kasbarian, alors ministre de la Fonction Publique, avait lancé un ambitieux chantier pour lutter contre l'absentéisme dans la fonction publique et rétablir les jours de carence.

Ce que nous avons entendu sur l'avenir de cette mesure nous inquiète, car cela semble être un renoncement à ce qui avait déjà été amorcé.

Oui, c'est ce courage de la réforme qui doit nous guider, et nous proposerons donc que cette mesure soit reprise, et nous pensons que cette réforme va dans le bon sens : celui des économies, celui de la justice, celui de la réforme.

Ne perdons pas de temps, pour un certain nombre de chantiers, qui ont été discutés, mûris, parfois depuis des années. Je pense notamment à la question de la fin de vie.

Oui, mes chers collègues, il y a urgence à aller de l'avant. Avançons !

Avançons pour les Français !

Nous y sommes prêts et plus que jamais, nous sommes déterminés !

Et je le dis à chacun, et notamment à mes collègues socialistes – qui ne sont pas là, mais qui doivent être en réunion de groupe, et je les excuse : si vous vous engagez à ne pas voter la censure, je crois que les Français pourront reprendre espoir.

Espoir d'une vie politique française responsable.

Espoir d'une vie politique qui se hisse à la hauteur des événements. Espoir d'une vie politique qui n'est plus otage de l'extrême droite, qui cherche à imposer ses diktats à notre démocratie.

Avec mon groupe, c'est depuis le premier jour notre conviction et c'est avec sincérité et honnêteté que je vous dis : oui, la politique sortirait grandie, aujourd'hui, que vous choisissiez de vous détacher de la gauche la plus radicale pour œuvrer enfin au service de l'intérêt général.

Mes chers collègues,

La France est dans une période à risque, à très grand risque. Et il suffirait d'un rien, d'un presque rien pour que le pays bascule.

Ne soyons pas les artisans de ce basculement.

Dans le contexte que nous connaissons, trois chemins s'offrent aux députés que nous sommes.

D'abord, il y a le chemin du chaos. Le chemin du « après moi le déluge ». C'est celui emprunté par les extrêmes, aux deux bouts de cet hémicycle, qui, il y a quelques semaines à peine, ont uni leurs voix pour renverser le gouvernement et plonger le pays dans l'instabilité.

Ce chemin, c'est définitivement celui de l'extrême gauche, qui n'a qu'un projet : saborder nos institutions pour installer son chaos, plonger le pays dans le malheur pour installer son projet délirant, piétiner nos valeurs les plus élémentaires, celles de la liberté, celle de l'égalité, celle de la fraternité, celle de la laïcité, pour y substituer leur communautarisme et leur séparatisme politique.

Toujours, toujours nous vous combattons. Dans les urnes, comme dans la 1^o circonscription de l'Isère en ce moment même, ici, à l'Assemblée nationale, et partout dans le pays.

Il y a le chemin du chaos, je l'ai dit. Il y aussi le chemin du dépit, de l'abandon, celui du « on n'y arrivera jamais ». C'est celui des lignes rouges qu'on se jette à la figure, celui du refus de dialoguer sous

prétexte qu'on n'est pas d'accord, celui de l'insincérité et du chacun pour soi.

Nous, nous n'abandonnerons jamais tant que nous n'aurons pas trouvé une solution, une voie, un chemin pour s'entendre et aller de l'avant.

Car entre le chemin du chaos et celui du dépit, il y a un troisième chemin, Mesdames et Messieurs les députés.

Ce troisième chemin, c'est celui du courage. Courage de dire la vérité aux Français.

Courage de leur dire qu'on ne pourra pas y arriver, que notre pays ne pourra pas s'en sortir si nous renonçons à travailler plus et à dépenser moins.

Courage de dire qu'on n'a pas tout bien fait, mais courage aussi de reconnaître que la France avance.

Courage de parler à ceux avec qui on n'est pas d'accord.

Courage d'être fidèle à ses valeurs, et donc de continuer à les porter haut et fort.

Courage de faire des pas vers l'autre, des compromis pour s'entendre.

Courage d'être responsables. Courage d'être clairs.

Alors, Monsieur le Premier ministre, autour de la feuille de route que vous venez de présenter, avec tous les députés de mon groupe, nous allons emprunter ce troisième chemin : celui de l'action et du courage.

Oui, nous emprunterons ce chemin, parce qu'il n'y a pas une minute à perdre.

Derrière les orientations que vous avez tracées, derrière le compromis pour lequel vous vous battez, mon groupe sera toujours du côté de l'action, et du côté des solutions.

La France attend des actes. Les Français attendent des actes. Alors, chers collègues,
Soyons à la hauteur des attentes des Français.
Soyons à la hauteur des mandats qu'ils nous ont confiés.
Soyons à la hauteur de la situation de la France et des défis face à nous.

Car nous avons l'avenir à écrire. Un avenir français.

Un avenir où la France montre le chemin de la transition écologique, de la protection de la biodiversité.

Un avenir où la France est à la pointe de l'intelligence artificielle, pionnière des technologies et du travail de demain.

Un avenir où nos services publics se redressent, où la santé innove, où notre école forme des générations de jeunes, prêts à faire briller notre pays.

Un avenir où l'on arrête de penser le travail comme il y a 30, 40 ou 50 ans.

Un avenir dessiné par l'exception culturelle française.

Un avenir où la France montrera qu'elle est capable, une fois de plus, une fois encore, de se rassembler, de s'unir et d'éblouir le monde.

Car j'en suis sûr. Car je le sais : notre pays a encore ses plus belles pages à écrire.

Alors, ressaisissons-nous !

Donnons à la France la stabilité dont elle a besoin !

Donnons aux Français la liberté et les opportunités qu'ils attendent !

Monsieur le Premier ministre, comptez sur nous. Nous serons au rendez-vous de la responsabilité.

Pensons à la France, avant de penser à nous. Je vous remercie.